

*Article écrit par Eric Fusfield, Assistant Directeur du Centre pour les Droits de l'Homme et d'Actions Politiques du B'nai B'rith International*

Au cours d'un développement de la situation, attendu depuis bien longtemps, et qui a fait l'objet de nombreux débats, l'Europe semble finalement s'approcher de la désignation du Hezbollah comme organisation terroriste.

Ou s'en approchent-ils vraiment ? Des rapports de fraîche date sur des résolutions visant à mettre fin à la menace du Hezbollah pourrait, malheureusement, être exagéré.

Le principal obstacle dans l'effort d'acceptation de cette résolution reste la France qui a des attaches historiques avec le Liban, le pays d'origine du Hezbollah. La France a souvent argumenté que le fait de mettre le Hezbollah sur liste noire bouleverserait l'équilibre du pouvoir au Liban où cette organisation joue un rôle politique.

Cependant, au cours des dernières semaines, les autorités françaises ont signalé la volonté de leur gouvernement de désigner l'aile militaire du Hezbollah comme organisation terroriste si leur rôle dans l'attaque du bus à Burgas en Bulgarie qui a eu lieu l'année dernière est confirmé. L'Allemagne a également cité qu'il pourrait être en faveur de la mise sur liste noire de la portion armée du Hezbollah, alors que le Royaume Uni a déjà pris cette décision et l'a mise en place.

*Avec la participation des Trois Grands de l'Union Européenne – la France, l'Allemagne et le Royaume Uni – l'Europe pourrait finalement rassembler le consensus nécessaire pour imposer une exclusion dans toute l'Europe de l'aile militaire du Hezbollah.*

Mais que voudrait dire un tel acte ? Malheureusement pas autant que les Européens voudraient le faire croire.

Une exclusion de la branche militaire du Hezbollah n'empêcherait pas l'aile politique de l'organisation d'opérer ouvertement en Europe, comme c'est le cas depuis des années. Lever des fonds, recruter des partisans, l'acquisition de matériel technologique et d'entraînement – toutes ces activités continueraient en toute impunité. Et aucune autorité ne pourrait arrêter le bras politique du Hezbollah de rediriger leurs revenus pour le soutien des activités militaires et criminelles de l'organisation.

Le Hezbollah est une organisation qui a une structure de commande unique qui supervise toutes les activités disparates et souvent illicites du groupe. De nombreux dirigeants du Hezbollah, y compris l'actuel Secrétaire Général Hassan Nasrallah, ont été liés aux activités terroristes de l'organisation ; en effet leurs exploits terroristes et criminels ont joué un rôle clé dans leur ascension à l'intérieur de la structure du Hezbollah.

Ce qui pourrait être le plus drôle est que la tendance de l'Europe à faire une différence entre la branche armée et la branche politique du Hezbollah et que le Hezbollah même ne fait pas du tout cette distinction. « Le Hezbollah a un seul leadership » a déclaré Naim Qassem, adjoint de Nasrallah, à un journaliste en 2009. « Le même leadership qui dirige les travaux parlementaires et du gouvernement dirige aussi les actions du djihad dans la lutte contre Israël ».

Pour l'instant, la Hollande est le seul état membre de l'Union Européenne qui a catégoriquement mis le Hezbollah sur liste noire, se joignant de ce fait aux Etats-Unis, à Israël, au Canada et même au Bahreïn.

Mais alors que le reste de l'Europe continue à refuser de croire que le Hezbollah n'est qu'une entité, le coût de ce déni volontaire – y compris le coût de la sécurité en Europe – continue à croître. Des preuves accablantes montrent l'implication du Hezbollah qui ont eu lieu l'année dernière, non seulement dans l'attentat en Bulgarie mais également dans un attentat déjoué à Chypre.

Le Hezbollah d'aujourd'hui ressemble de plus en plus au Hezbollah des années 80 et 90 lorsque le groupe attaquait régulièrement des cibles civiles liées à des intérêts israéliens ou à des pays de l'ouest. Il faut ajouter le rôle destructif que le Hezbollah joue en Syrie en s'alliant au régime de Assad. Une raison pour laquelle il est encore plus important que qu'il n'a jamais été de voir l'Europe mettre le Hezbollah sur liste noire.

La réticence de l'Europe pour bannir catégoriquement le Hezbollah peut être largement attribué à la crainte de représailles armées soit dans leurs pays, soit contre leurs intérêts à l'étranger, ajoutant à ceci ce qu'une telle décision pourrait provoquer dans les populations musulmanes européennes. Cependant les européens ne peuvent pas continuer à masquer leur incompetence en continuant à croire à la chimère de deux Hezbollahs individuels et séparés : l'une politique, l'autre militaire ; l'une bonne, l'autre mauvaise. Les conséquences de perpétuer ce mensonge est bien plus effrayant que son alternative.